



n° 1 - Janvier 2013

2013 : recueillir les fruits de nos nécessaires mobilisations !

Que ce soit de la poursuite d'une RGPP désormais appelée MAP ou de son télescopage avec l'acte III annoncé de décentralisation, de nombreux dangers se profilent à l'horizon de cette nouvelle année.

Il est donc important d'agir pour éviter qu'aux déstructurations engagés depuis cinq ans, de nouveaux abandons de missions ne soient fatales à ces services récemment créés.

Sur les Voies navigables :

La FEETS-FO n'a pas signé l'accord d'"épéisation" des services de navigation car, comme elle n'a cessé de le dire, il était évident dès 2010 que [cet accord était un marché de dupes](#).

De son préambule (les moyens financiers) ... à sa conclusion (suivi de sa mise en œuvre) il apparaît, quelques jours à peine après que ce transfert soit devenu effectif, qu'aucune prétendue garantie prévue par l'accord n'a été respectée.

Et que, comme FO le dénonce depuis sa signature par les trois autres organisations, la "sui generis" de l'EPA n'avait d'autre but que d'y privatiser et précariser – la saisonnalisation – les emplois.

Un recul social d'un quart de siècle pour ceux qui ont connu la situation des auxiliaires de la navigation intérieure pour qui, par ses actions, FO avait obtenu la titularisation sur des emplois à temps complet à partir de 1985.

C'est en ce sens que, après avoir été exclue du comité des signataires, FO, 1^{ère} organisation dans les services de navigation aux dernières élections, prend maintenant toute sa place au sein des nouvelles instances de VNF et y sera incontournable.

Dans le RST :

La FEETS-FO avait pareillement refusé d'accompagner l'épéisation des CETE/CERTU/SETRA/CETMEF, au contraire des signataires de l'accord de janvier 2012. Cet accord précipité en fin de quinquennat par le précédent gouvernement portait en effet en germe, du fait du droit communautaire (cf. la [problématique « in house »](#) que seul FO avait identifiée) la mort programmée de cet élément charnière du réseau scientifique et technique du ministère.

Les actions incessantes de la FEETS-FO auront permis à cet accord de [ne pas survivre en l'état à l'alternance gouvernementale de 2012](#) et d'être [profondément amendé](#) comme nous l'exigions, emportant pour le coup la signature de FO (une première concernant un accord de la FEETS-FO avec le ministère, une première également, de son propre aveu, pour la Ministre, [Delphine BATHO](#)) !

Cette condition *sine qua non* étant ainsi acquise, là encore FO, 1^{ère} organisation dans les composantes du futur CEREMA, prendra toute sa place au sein du comité de suivi et continuera à agir hors de ce comité (car c'est surtout ailleurs – du côté des parlementaires – que ce chantier se poursuivra).

Partout :

Partout (dans les DREAL, les DIR, les DIRM, etc..) à l'exemple des DDT-M dont la survie est menacée au travers des atteintes portées contre leurs missions - et plus particulièrement l'ADS et l'ATESAT - sujets sur lesquels la FEETS-FO est engagée depuis plusieurs mois (cf. [action du printemps 2012](#)).

Suite à l'[action de la FEETS-FO au Congrès des Maires de France](#), les autres organisations syndicales [nous ont rejoint](#) dans ce combat et le Cabinet de Cécile DUFLOT a été contraint d'apporter un [début de réponse](#).

Il est vrai que cette action trouve aussi ses relais localement, comme [dans le Finistère](#) et recueille déjà de premiers soutiens dans d'autres, comme en [Haute-Garonne](#) ou en [Lozère](#).

**Bonne année de luttas pour la sauvegarde
de nos services, de nos missions, de nos emplois !**

FEETS-FO, 46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris – Tél. 01 44 83 86 20 email : contact@fets-fo.fr